



EN ACTION

Vol 34 | No 4 | MAI 2021

Conseil national extraordinaire négociation
du 25 mai

REGROUPEMENT DES FIQ | fiqsante.qc.ca | fiqp.org



AUCUNE AVANCÉE SUR LES SALAIRES ET LES DISPARITÉS RÉGIONALES LES DÉLÉGUÉES DE LA FIQ ET DE LA FIQP, MOBILISÉES, HAUSSENT LE TON

N'en pouvant plus de voir la négociation faire du surplace, les déléguées de la FIQ et de la FIQP, réunies en conseil national extraordinaire virtuel, ont poussé plus loin leur mobilisation en adoptant une recommandation à l'effet de tenir, au moment opportun, des assemblées générales locales afin de consulter les membres sur l'obtention d'un mandat de grève, pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée.

Cette première étape vers l'exercice de la grève est un avertissement clair : les professionnelles en soins sont à bout de patience, alors que le réseau de la santé atteint son point de rupture. À la table de négociation, le premier ministre et la présidente du Conseil du trésor doivent prioriser les professionnelles en soins.

DES OFFRES TOUJOURS INSUFFISANTES

Oui, une entente sur les conditions de travail a été conclue en décembre dernier, mais le gouvernement n'a toujours pas déposé de nouvelle offre salariale aux professionnelles en soins. Contrairement à ce que laisse entendre le premier ministre dans les médias, la seule offre du Conseil du trésor sur la table présentement est de 5 % d'augmentation salariale sur trois ans, en plus de 1 % conditionnel à la croissance économique et de montants forfaitaires. C'est nettement insuffisant, alors que les infirmières, les infirmières auxiliaires, les inhalothérapeutes et les perfusionnistes cliniques réclament 12,4 % d'augmentation salariale, afin que

soient reconnues leur expertise, leurs compétences et leur imputabilité.

Ainsi, la FIQ a le devoir d'aller vérifier les intentions du gouvernement sur les offres différenciées et c'est ce que fera l'équipe de négociation le plus rapidement possible.

Si le gouvernement semble faire preuve d'ouverture sur les disparités régionales, il doit maintenant concrétiser ses offres pour s'attaquer aux problèmes particuliers que vivent les professionnelles en soins en régions éloignées.

AVANCER

Les prochains rapports d'étape de la négociation seront donc cruciaux : il faut avancer. La fin de la session parlementaire à Québec approche. Il est impensable que cette négociation, qui dure depuis plus de 18 mois, se poursuive au-delà de la Fête nationale.

En parallèle de la préparation de la grève, les actions de mobilisation et de visibilité se poursuivent, tant au niveau

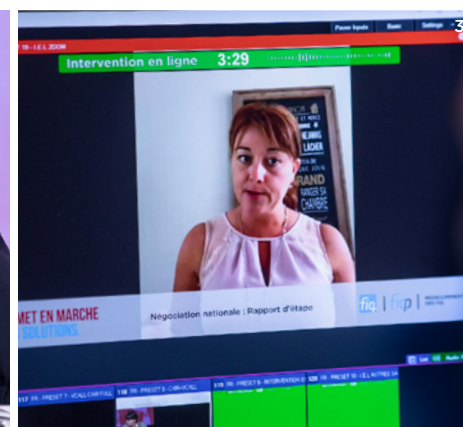
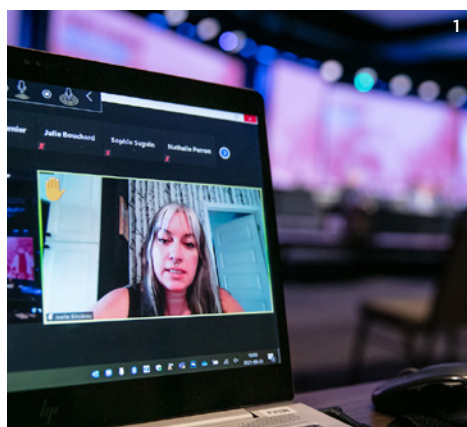
local que national, toujours en collaboration avec l'APTS.

La grave pénurie de personnel qui sévit dans le réseau de la santé le rend extrêmement vulnérable et met les patient-e-s et les professionnelles en soins à risque. Le gouvernement n'en fait pas assez pour s'attaquer à cette pénurie. La population le voit bien.

C'est d'ailleurs autour de ce thème de la grave pénurie de professionnelles en soins que se déploiera la prochaine campagne de publicité des Fédérations. Chaque jour, les membres de la FIQ et de la FIQP travaillent au péril de leur propre santé, car il manque de bras. Au cours des prochaines semaines, les membres et les militantes démontreront les effets désastreux de cette pénurie de main-d'œuvre, qui compromet la reprise des activités du réseau et le rattrapage du retard accumulé pendant la pandémie. C'est la santé de la population québécoise et de celles qui la soignent qui est en jeu. ■



1. Joëlle Bilodeau, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
2. Marie-Hélène Verge, conseillère syndicale
3. Nathalie Perron, CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec



MOT DE LA PRÉSIDENTE

En Action, vol. 34, n° 4, mai 2021 | Publié par le service Communication | Tirage : 76 000 exemplaires | Montage graphique : Josée Roy | Photographies : Alexandre Claude | Impression : Solisco | Toute reproduction de textes ou d'extraits doit porter la mention « reproduit de la publication En Action » | Papier 100 % recyclé | Pour recevoir uniquement la version électronique des publications de la FIQ, remplissez le formulaire en ligne à fiqsante.qc.ca | ISSN : 1913-1739 (Imprimé) | ISSN : 1913-1747 (En ligne) | fiqsante.qc.ca | info@fiqsante.qc.ca



UNIES POUR LES DERNIERS KILOMÈTRES

Le dernier conseil national extraordinaire nous a permis de faire le point ensemble sur l'état d'avancement de nos négociations. Vous lisez la conjoncture comme moi, les prochaines semaines seront cruciales.

GRANDE MANIFESTATION NATIONALE

Un millier de manifestantes ont participé, le 22 mai dernier, à la grande marche organisée par l'APTS et la FIQ dans les rues de Montréal. De la Place des Montréalaises jusqu'au Square Victoria, en passant devant le CHUM et les bureaux de nombreux ministères et du Conseil du trésor, elles ont scandé haut et fort que le temps de la vocation est révolu et qu'être payée au féminin, c'est terminé!

Venues de partout au Québec, des professionnelles en soins, des professionnelles et des techniciennes du réseau de la santé et des services sociaux, des membres d'organisations alliées et des citoyen-ne-s ont marché sous la chaleur de mai, souvent accompagnées de leur famille, pour rappeler au premier ministre François Legault et à la présidente du Conseil du trésor Sonia Lebel que la négociation n'est pas terminée.

La présidente de la FIQ, Nancy Bédard, et le 3^e vice-président de l'APTS, Benoit Audet, ont profité de leurs allocutions pour mettre en lumière le double discours du gouvernement : « Alors que le gouvernement montre qu'il est toujours prêt à allonger les millions de dollars pour attirer les meilleurs talents dans les hautes sphères de l'économie ou bien pour lancer des projets d'infrastructure pharaoniques, l'argent disparaît quand il s'agit de mettre en place les leviers pour attirer les jeunes, retenir les plus expérimentées et mieux payer les femmes du réseau de la santé et des services sociaux. C'est irresponsable de la part du premier ministre Legault de toujours privilégier les secteurs à prédominance masculine lorsqu'il faut relancer l'économie, au détriment des secteurs féminins. Il contribue ainsi à normaliser les inégalités entre les femmes et les hommes », ont déclaré les porte-parole.

Les échanges ont été francs, directs. Nous avons pris des décisions importantes pour la suite de la négociation à la table intersectorielle. Je sens votre impatience. Nous sommes toutes impatientes. Cependant, nous nous sommes donné des objectifs clairs : nous voulons la meilleure entente, afin de rebâtir le réseau de la santé et de nous attaquer dès maintenant à la grave pénurie de professionnelles en soins qui fait des ravages. Cette entente devra également être négociée, pas imposée par une loi spéciale. Pour atteindre ces objectifs, nous devons rajuster notre stratégie en fonction de la nouvelle conjoncture dans laquelle nous sommes. Le temps presse. La session parlementaire se terminera dans quelques semaines et nous devons utiliser chacune des occasions qui se présentent pour faire avancer notre négociation.

Le 2 mai dernier, lors de sa rencontre avec les chefs syndicaux, le premier ministre a indiqué deux éléments très importants pour la ligne du temps de cette négociation. Premièrement, il s'est engagé devant la population à faire avancer les négociations d'ici 2 à 3 semaines. Deuxièmement, le premier ministre a aussi signifié qu'il avait trois priorités dans le cadre de la présente négociation, parmi lesquelles figurent les professionnelles en soins. Il a ouvert son jeu lorsqu'il

a annoncé des offres différenciées pour les professionnelles en soins.

Au terme de l'échéancier que M. Legault a fixé, force est d'admettre que les négociations piétinent à la table. Notre équipe n'a reçu aucune proposition de bonification salariale : c'est toujours 5 % d'augmentation sur 3 ans, et non 8 % comme le prétend le gouvernement dans ses publicités. Aucune avancée non plus pour régler les problématiques particulières que vivent les régions éloignées.

Devant ce constat, les déléguées ont adopté à très forte majorité des recommandations qui nous donneront les coudées franches pour avancer à la table. Notre responsabilité sera de déployer l'ensemble des énergies nécessaires pour valider l'intention du gouvernement quant aux offres différenciées pour les professionnelles en soins.

Dans ce contexte, nous avons convenu avec l'APTS de se donner un maximum de flexibilité pour nous permettre de rencontrer nos objectifs pour la prochaine étape. Nous sommes toujours en alliance et celle-ci demeure bien vivante, notamment dans la poursuite de la mobilisation sur le terrain.

Par ailleurs, nous ne pouvons ignorer la stratégie du gouvernement qui

étire en longueur les négociations. Depuis la rencontre avec le premier ministre, seulement trois rencontres avec le Comité patronal de négociation ont eu lieu. C'est nettement insuffisant si l'on veut pouvoir en arriver à une entente rapidement. Nous devons adopter la ligne dure à l'égard du gouvernement, afin de lui faire comprendre que nous ne signerons pas d'entente sans la reconnaissance salariale de notre expertise. Nous sommes plus de 76 000 membres, nous n'avons pas peur de hausser le ton s'il le faut! C'est pourquoi la délégation s'est dit prête à envisager la grève s'il n'y a pas d'offres salariales significatives déposées par la partie patronale.

Une négociation, ce n'est jamais facile. Dans un marathon, ce sont souvent les derniers kilomètres qui sont les plus difficiles. Votre soutien est plus que nécessaire pour le dernier droit. Nous avons chacune un rôle à jouer. La mobilisation au cours des 3 prochaines semaines sera essentielle pour appuyer les efforts à la table de négociation et pour exprimer notre rapport de force avec le gouvernement. Il faut se faire voir, il faut se faire entendre!

Plus que jamais, nous devons puiser notre énergie dans notre capacité à rester unies. C'est notre force! ■

